

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1767 - 15 avril 1993 - 5,50 F

D 1767 **PARAGUAY: LES ARCHIVES SECRÈTES DE L'"OPÉRATION CONDOR"**

Fin février 1993, la presse paraguayenne annonçait la découverte d'archives policières portant sur la période des années noires des dictatures militaires en Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay. La rumeur courait, vers la fin des années soixante-dix, sur l'existence d'un réseau de coordination entre les services de sécurité de ces six pays dans la lutte contre la "subversion". Aujourd'hui, la preuve en est apportée par le Paraguay.

L'"Opération Condor", née en 1975 à Santiago du Chili, a été une initiative du général chilien Contreras, aujourd'hui accusé devant la justice de l'assassinat aux Etats-Unis de l'ancien ministre chilien Orlando Letelier (cf. DIAL 1187). Les deux tonnes de papiers découvertes fin décembre 1992 dans un commissariat de la banlieue d'Asunción permettent désormais de reconstituer pour une part les activités de ce réseau international qui a pu agir impunément dans le Cône sud pendant une quinzaine d'années. Nul doute que ces archives vont permettre de lever le voile sur de nombreuses "détentions-disparitions" opérées par les polices de ces pays.

L'article ci-dessous est tiré de l'hebdomadaire brésilien *Istoé* du 3 mars 1993.

Note DIAL

À L'OMBRE DU CONDOR

(Intertitres de DIAL)

Quand le professeur paraguayen Martín Almada a demandé à la justice de son pays un **habeas data** (recours juridique offrant à un citoyen le droit d'exiger de l'Etat des informations recueillies sur sa personne) en septembre 1992, il entendait uniquement prendre connaissance des informations que les services de renseignement avaient rassemblées à son sujet.

N'étant membre d'aucun parti politique, il savait déjà que le motif de son emprisonnement de 1974 à 1977 avait été sa thèse de doctorat "Paraguay, éducation et dépendance", présentée devant l'université argentine de La Plata où il avait fait ses études avec une bourse de son gouvernement. Martín Almada savait également que les fausses informations sur sa mort à l'époque de sa détention, accompagnées de la remise à sa femme Catherine d'une chemise tachée de sang, avaient été la cause de l'infarctus dont elle avait été frappée et était morte.

(Un réseau international de renseignement)

Ce que Martín Almada ne savait pas c'est que son simple **habeas data** conduirait à la découverte des archives de la dictature d'Alfredo Stroessner (1954-1989), l'ensemble le plus complet à ce jour de documents sur la répression en Amérique latine. Ces archives apportent la preuve de l'existence, dans les années 70, de

l'"Opération Condor", destinée à coordonner les services de sécurité d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay. Son objectif était le combat contre les opposants aux régimes militaires du Cône sud.

La première information reçue par Martín Almada à sa demande aux services de police avait été le trop connu "pas de dossier", suivi de l'argument: le coup d'Etat militaire de 1989 contre Stroessner s'était accompagné de la destruction des fichiers. Mais des dénonciations anonymes et un mandat de perquisition délivré par le juge José Agustín Fernández ont conduit Martín à un commissariat de police de Lambaré, dans la banlieue d'Asunción. Sans l'aide des policiers, le juge et le professeur ont dû scier le cadenas. "Mais ça valait la peine" a déclaré Martín Almada. Dans la pièce il y avait deux tonnes de papiers répartis en 200 dossiers et 300 cahiers reliés, ainsi que 5000 fiches individuelles de personnes accusées de subversion par les organismes de sécurité de plusieurs pays. "Je ne m'attendais pas du tout à trouver tout ça", a déclaré à Istoé à Asunción le juge Fernández, l'un des plus jeunes du pays avec ses trente ans. Il a ajouté: "Il est possible que rien n'ait été détruit parce que les responsables se croyaient couverts par l'impunité."

Ce qui impressionne dans les documents de cette "Opération Condor" ce sont les détails. Ainsi, on sait maintenant que le consortium paraguayen et brésilien du barrage d'Itaipú, en plus de la distribution d'énergie électrique aux deux pays, produisait également des rapports sur les opposants découverts dans cette région. L'un d'eux était l'Argentin Antonio Cafiero, un des principaux dirigeants du péronisme, le mouvement politique du président actuel Carlos Menem.

D'après un discours de 1984 de Pastor Coronel, à l'époque directeur du Département des enquêtes (la police secrète paraguayenne), l'arrestation et l'interrogatoire de son compatriote paraguayen Annibal Abbate Soley, effectués en 1974 par des policiers brésiliens au Brésil, avaient permis de démanteler une tentative d'assassinat de Stroessner. Quatre Paraguayens suspectés d'appartenir à l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP, groupe de guérilla argentin d'extrême-gauche) devaient préparer la voiture piégée qui exploserait au passage du convoi automobile de Stroessner à Asunción. Dans les aveux du militant paraguayen arrêté au Brésil, il est écrit qu'au cas où Stroessner n'aurait pas été tué sur le coup, il était prévu de s'en saisir durant la confusion qui suivrait l'attentat et de l'emmener dans une maison de campagne pour le "brûler vif sur une grande grille". Les quatre présumés membres de l'ERP avaient été arrêtés sans mandat judiciaire, et aperçus vivants pour la dernière fois en 1979.

Un autre document de Pastor Coronel - envoyé en avril 1981 à Romeu Tuma, alors directeur général du Département d'ordre politique et social (DOPS) de São Paulo, au Brésil - demande l'aide du DOPS en faveur du commissaire de police paraguayen Roque Luíz Méndez Lara qui est en voyage à São Paulo "dans le cadre d'une mission confidentielle". Le commissaire Méndez Lara apportait au directeur Tuma un cadeau "en signe de la solidarité et du respect qui unissent nos services appliqués au maintien de l'ordre et de la sécurité".

Dans une autre lettre de septembre 1981, Coronel demande à Tuma de remettre au même commissaire Méndez Lara le dossier de Remigio Giménez, un ouvrier de la construction civile. Né au Paraguay, mais vivant au Brésil depuis 1958 avec enfants et petits-enfants brésiliens, Giménez avait été arrêté en 1978 sous les chefs d'accusation allant de l'appartenance au mouvement de guérilla 14-mai au vol de voitures et au trafic de stupéfiants. "Il n'y avait contre lui aucune preuve réelle", rappelle l'avocat brésilien Belisario Santos Junior qui l'a défendu devant la justice. Giménez assure que les policiers brésiliens l'ont arrêté à Foz de Iguazu pour le livrer ensuite à la police paraguayenne. Les archives confirment la participation de la police brésilienne, mais affirment que l'arrestation

a eu lieu dans la ville frontalière de Puerto Stroessner (aujourd'hui Ciudad del Este). Giménez avait été condamné à sept ans de prison, mais il n'a été remis en liberté qu'après le coup d'Etat de 1989, vu que Stroessner disposait de pouvoirs exceptionnels en vertu de l'état de siège permanent. Dernier prisonnier politique paraguayen à être libéré, et aujourd'hui âgé de 68 ans, Giménez vit avec sa femme Dirce à Ribeirão Preto, dans l'intérieur de l'Etat de São Paulo. "Il y avait des liens internationaux, mais seulement pour les enquêtes criminelles de droit commun, car la police paraguayenne ne disposait d'aucune infrastructure scientifique", déclare Romeu Tuma, aujourd'hui vice-directeur mondial d'Interpol.

(L'Opération Condor)

La coopération politique entre les services de sécurité du Brésil et du Paraguay est antérieure à l'Opération Condor. Un rapport de juillet 1965, rédigé par celui qui était alors le colonel João Baptista Figueiredo et qui devait être le dernier président du régime militaire (1), rendait compte de l'arrestation d'un groupe de militants du Parti communiste paraguayen (PCP). Ceux-ci avaient organisé dans le Mato Grosso des bases d'entraînement à la guérilla. L'ancien président Figueiredo a déclaré à Istoé: "Je n'ai rien à dire sur la question". L'un des Paraguayens arrêtés au Mato Grosso était Cayo Benítez qui, aujourd'hui âgé de 55 ans, vit à Asunción et est candidat à la députation pour la coalition de gauche de l'Union des travailleurs paraguayens (UTP). "J'habitais dans une petite propriété de campagne que nous avons achetée pour en faire une base d'appui. J'ai été arrêté par des soldats brésiliens dans les environs de la ville de Dourados", raconte-t-il. Et il ajoute: "J'ai reçu un coup de crosse à la mâchoire et j'ai été brûlé à la cigarette. L'armée a ramassé tout ce qui avait de la valeur: un tracteur, un camion, une jeep et une moto qu'on n'a plus jamais revus. Deux officiers paraguayens sont venus se saisir de nous. Mais nous avons fini par être remis en liberté grâce aux pressions internationales. A cette époque, peu de temps après le coup d'Etat de 1964, le gouvernement brésilien se souciait beaucoup de son image à l'étranger."

Hors les arrestations du Mato Grosso, la coopération entre les services de sécurité du Brésil, du Paraguay et du reste du Cône sud n'est devenue systématique qu'avec l'Opération Condor en 1975. L'initiative est venue de Manuel Contreras, à l'époque chef de la DINA (2), le service secret du Chili, et qui est actuellement en procès pour l'assassinat de l'ancien ministre chilien Orlando Letelier, commis aux Etats-Unis en 1976 (3). Pour monter l'Opération Condor, Contreras a envoyé des invitations aux gouvernements d'Amérique latine (4), avec un code secret pour la confirmation des noms des délégués. Le code était simple. Il suffisait de remplacer les lettres de l'alphabet dans l'ordre par d'autres consignées sur une liste spéciale. Si l'un des noms était par exemple José Silva, le message l'identifierait comme BVFC FXMND.

La réunion qui a donné naissance à l'Opération Condor à Santiago du Chili était intitulée "lère réunion de travail du renseignement national". Le document de travail spécifiait: "*La subversion est depuis quelques années présente dans notre continent sur la base de conceptions politiques contraires à l'histoire, à la philosophie, à la religion et aux coutumes des pays de notre continent. Pour riposter à cette guerre psycho-politique, nous pensons que nous devons pouvoir compter, dans un cadre international, sur une coordination efficace propre à permettre un échange utile d'informations et d'expériences.*" La proposition principale du document portait sur la création d'un fichier central des opposants, "*quelque chose, dans ses lignes générales, de semblable à ce qu'a Interpol à Paris, mais spécialisé sur la subversion*". Tout service secret intéressé pouvait faire partie de l'Opération Condor "*à la seule condition qu'il ne relève pas d'un pays marxiste*"

La DINA chilienne a payé les billets d'avion et les frais de séjour de tous les invités, avec droit à un accompagnateur. Les membres de l'Opération Condor

ont également bénéficié d'une visite au casino de Viña del Mar. Grâce à l'Opération Condor, les échanges de faveurs et d'informations entre services de sécurité ont connu un grand développement en volume et en précision. Des documents découverts à Asunción, portant la signature de l'attaché militaire brésilien au Paraguay et publiés par le journal paraguayen **Noticias**, constituaient des demandes d'informations sur des dizaines d'opposants d'autres nationalités. Parmi ceux-ci, le Paraguayen Agustín Goiburu qui appartenait au parti communiste pro-chinois.

Exilé en Argentine depuis 1970, après son évasion d'une prison paraguayenne, Goiburu avait été enlevé en 1977 sur la porte de sa maison et, selon des groupes de défense des droits de l'homme, transféré au Paraguay où il serait fusillé deux ans plus tard dans la caserne de la Garde nationale à Asunción. "Stroessner avait une véritable obsession de la mort de Goiburu, qu'il accusait d'avoir organisé la tentative d'assassinat de 1974", déclare un ancien opposant paraguayen vivant au Brésil. Le Portugal et la France avaient adressé des demandes d'information aux gouvernements du Cône sud.

Un rapport brésilien découvert dans les archives du commissariat de Lambaré annonçait l'interception, par un radio-amateur installé au Brésil, de messages des guérilleros tupamaros d'Uruguay (5) à propos d'un débarquement d'armes qui devait avoir lieu par le port brésilien de São Sebastião et qui serait acheminé par la route jusqu'en Uruguay.

La police paraguayenne pour sa part, après étude des listes de passagers sur la ligne aérienne nationale LAP, faisait savoir au Brésil, en 1979, le passage par le Paraguay de plusieurs militants brésiliens, entre autres David Capistrano Filho, l'actuel maire de Santos sur le littoral de São Paulo, fils du dirigeant communiste David Capistrano qui fait partie de la liste des disparus politiques du Brésil.

Un mémorandum de la police paraguayenne rapporte la tenue, en 1976, d'une conférence du général de division João Figueiredo (cf. note 1) sur "les principes fondamentaux à la base d'un service national du renseignement".

(La lumière sur "les années de plomb" du Cône sud)

Les archives de l'Opération Condor contiennent de longues listes de collaborateurs de la répression menée par les régimes militaires au Brésil et à l'étranger. Il y a également des noms et des numéros de téléphone d'agents infiltrés dans des groupes de Paraguayens en Argentine et au Brésil.

En dehors de ces archives, mais comme preuve supplémentaire de la coordination entre services de sécurité, **Istoé** révèle aujourd'hui une lettre de 1979 envoyée par le cardinal-archevêque de Rio de Janeiro, Mgr Eugênio Sales, à l'Argentine Florinda C. de Habegger qui recherchait son mari enlevé au Brésil. La lettre mentionne la présence d'agents étrangers au Brésil: "... Il y a ici des membres de la police argentine. C'est difficile à prouver, mais on a constaté cette présence à trois ou quatre reprises au cours des derniers mois", expliquait alors le cardinal.

Parmi les documents aujourd'hui exhumés à Asunción il y a des piles de rapports quotidiens des organismes de sécurité du commandement militaire et même des invitations à des fêtes organisées par des femmes d'officiers. Quand on écrira l'histoire de l'Opération Condor, on pourra consacrer un chapitre au folklore de la répression. L'armée brésilienne a envoyé aux "pays amis" son "Dictionnaire de la subversion": par exemple, si un suspect lâchait pendant son interrogatoire des mots comme "camarade" ou "pseudonyme", il signalait là sa propre condamnation. Une lettre, non datée, écrite par un commissaire de police zélé de la ville de Toledo, dans l'Etat du Paraná, informe de la présence de "Paraguayens et de *cummunistes* près de la frontière", y compris des "*cummunistes derigeants*" (sic). Un mémorandum

rédigé par des policiers argentins assure qu'"il y a d'importantes rumeurs selon lesquelles le Brésil va envahir l'Argentine en passant par le Paraguay" pour régler des problèmes de frontières.

Ces curiosités mises à part, l'ouverture des archives de la dictature Stroessner projette une lumière nouvelle sur "les années de plomb" du Cône sud et l'événement aura des conséquences importantes sur le plan judiciaire. Jusqu'à présent une personne seulement, pour l'ensemble du continent, a été condamnée pour des délits liés à l'Opération Condor. Il s'agit du policier brésilien et ancien joueur de football Orandi Lucas, dit "Didi Pedalada", qui avait participé en 1978 à Porto Alegre à l'enlèvement des opposants uruguayens Lilián Celiberti et Universindo Díaz livrés ensuite au gouvernement militaire de leur pays. En réalité, "condamnation" est un mot trop fort dans le cas de Didi Pedalada: il n'a été condamné qu'à une peine de six mois de prison "pour abus de pouvoir", et avec sursis. Aujourd'hui il travaille dans le service des communications de la police brésilienne du Sud.

(1) Le général Figueiredo sera président du Brésil de mars 1979 à mars 1985 (NdT).

(2) Cf. DIAL D 399 (NdT).

(3) Cf. DIAL D 584 et 1187 (NdT).

(4) Voici par exemple le texte de l'invitation envoyée au Paraguay: "Manuel Contreras Sepúlveda, colonel, directeur du renseignement national, salue respectueusement le général de division Don Francisco Brites, chef de la police de la République du Paraguay, et a le grand honneur de l'inviter à une réunion de travail du renseignement national qui se tiendra à Santiago du Chili, du 25 novembre au 1er décembre 1975. La réunion a un caractère strictement secret. Vous trouverez ci-joint la proposition de travail et de programme. Le colonel Contreras prie le général Brites de l'honorer de sa présence et, si vous le jugez nécessaire, de vous faire accompagner de conseillers, vu que cette réunion peut servir de base à une excellente coordination et à une meilleure action au bénéfice de la sécurité nationale de nos pays respectifs" (texte publié par le journal chilien **La Epoca** du 28 février 1993).

(5) Sur les Tupamaros et la "subversion" en Uruguay, cf. DIAL D 114 et 383 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441